



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Discours de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO,
à l'occasion de l'ouverture du Forum ministériel plénier
de la 35^e session de la Conférence générale**

UNESCO, 8 octobre 2009

Monsieur le Président de la République de Turquie,
Monsieur le Président de la Conférence générale,
Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Nous traversons une période de grande incertitude, marquée par des crises multiples et complexes – énergétique, alimentaire, financière, climatique. S'y ajoute la montée silencieuse de la pauvreté et les inégalités qui se creusent depuis près d'une génération.

Il ne s'agit pas, j'en suis malheureusement convaincu, d'un phénomène passager. Nous courons désormais le risque réel de le voir se transformer en une crise mondiale du développement.

Aujourd'hui, on ne peut plus considérer comme acquis les progrès réalisés depuis dix ans en faveur du développement.

Les chiffres sont alarmants. La récession mondiale a déjà rejeté cent millions de personnes de plus sous le seuil de l'extrême pauvreté. La faim fait des ravages et la mortalité infantile est repartie à la hausse. Les victimes de cette crise sont les plus vulnérables, les plus faibles, et il est d'autant plus nécessaire que l'Afrique et l'égalité des genres restent nos priorités majeures.

Une réflexion commune s'impose, au plus haut niveau, sur les origines, les manifestations et les répercussions de la crise dans les domaines qui sont ceux

de l'UNESCO – l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information.

Je me réjouis que cette première édition du Forum Ministériel Plénier, qui marque une innovation dans l'organisation de la Conférence générale, nous en donne l'occasion.

À cet égard, je tiens à remercier les ministres et les personnalités qui ont accepté d'introduire et de modérer vos échanges tout au long de cette journée.

Je veux rendre tout particulièrement hommage à S. E. M. Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, qui nous fait l'immense honneur d'ouvrir les débats ce matin.

Les thèmes qui vous sont proposés, sur les moyens d'investir pour sortir de la crise dans les domaines de l'UNESCO, et sur le rôle spécifique de l'Organisation dans la poursuite des objectifs internationaux de développement, contribueront à nourrir notre réflexion et orienter notre action dans le cadre du Programme à venir.

Monsieur le Président,

Si l'impact exact de la crise – notamment sur les flux d'Aide publique au développement (APD) – reste à déterminer, le phénomène touche tous les pays.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Afrique, qui est une priorité globale de l'UNESCO, il est fortement à craindre que le continent ne souffre de façon disproportionnée. Et comme nous le savons, en période difficile, ce sont les femmes et les filles qui sont les premières touchées. Nous devons éviter les écueils de la récession des années 1980, lorsque la réduction des investissements a eu des conséquences sur le plan social.

L'UNESCO, comme le reste du système des Nations Unies, suit de près les répercussions de la crise dans tous ses domaines de compétence. Nous entendons poursuivre ces efforts et porter nos conclusions à l'attention des gouvernements, des décideurs et des principaux donateurs.

Prenons l'éducation, par exemple. Engager des dépenses en faveur de l'éducation constitue le meilleur investissement que puisse faire un pays. Les recherches montrent que chaque année de scolarité supplémentaire augmente le PIB par habitant de 4 à 6 %.

Deux enquêtes de l'UNESCO lancées cette année offrent une vision contrastée de la situation. Dans certains pays à revenu intermédiaire, les mesures contre-cycliques visant à stimuler l'économie ont des incidences positives sur l'éducation, par exemple grâce à l'investissement dans des projets de construction d'écoles. L'Égypte a voté un budget qui prévoit cette année pour l'éducation des dépenses en augmentation de 15,5 % par rapport à l'année précédente. Dans d'autres pays, en revanche, la tendance est négative : le recrutement des enseignants est gelé et des coupes sont opérées dans les budgets pour l'enseignement secondaire, l'alphabétisation et l'éducation de la petite enfance.

Mon expérience à la tête de l'UNESCO ces dix dernières années m'a convaincu qu'il existe un lien direct entre l'investissement en faveur du savoir et l'accélération du développement. Tel est d'ailleurs le postulat qui a motivé à l'origine la création de l'UNESCO.

La crise actuelle ne doit pas devenir une crise du développement qui réduise à néant des années d'investissement dans les secteurs sociaux et les infrastructures « légères » telles que l'éducation, la science, la culture et la communication. Nous estimons qu'il faut maintenant non seulement préserver les acquis, mais aussi augmenter les investissements dans les domaines clés.

C'est pourquoi j'ai écrit aux dirigeants du G-20 avant leur réunion de Londres du 2 avril pour les convaincre d'investir davantage dans les domaines sociaux fondés sur le savoir, qui sont la clé d'un redressement durable, de la cohésion sociale, de la prospérité et de la paix. Leur communiqué – et celui du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies qui s'est réuni, ici à l'UNESCO, quelques jours plus tard – ont reconnu la nécessité de maintenir les investissements dans ces domaines.

J'ai aussi personnellement exhorté les dirigeants du G-8 à favoriser un investissement accru dans l'éducation, et j'ai constaté avec satisfaction que, dans leur Déclaration finale adoptée à L'Aquila (Italie) le 10 juillet, ils ont réaffirmé le droit à l'Éducation pour tous et les six objectifs de Dakar. Je cite : « l'investissement dans l'éducation et dans le développement des compétences est essentiel pour sortir durablement de la crise économique mondiale actuelle et pour le développement à long terme ».

La volonté de résoudre la crise implique aussi de réaffirmer notre adhésion collective au système multilatéral, car aucune réponse durable et efficace n'est possible sans coopération internationale.

Il ne reste plus que cinq ans avant l'échéance fixée pour atteindre les objectifs de développement convenus au plan international, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement et les Objectifs de l'EPT de Dakar, aussi devons-nous être très exigeants quant aux approches retenues pour y parvenir.

Il s'agit notamment de renouveler l'engagement en faveur de l'aide au développement, sans se limiter à des mesures d'allègement de la dette. Si les donateurs ont fait des efforts importants, ces dernières années, pour accroître les niveaux d'Aide publique au développement, la réalité est là : cette aide demeure insuffisante, elle est déséquilibrée en faveur d'un petit nombre de pays, ne cible pas assez ceux qui en ont le plus besoin, et ne prend toujours pas en compte certaines activités essentielles. Ainsi, les activités normatives et une grande partie des travaux de l'UNESCO dans le domaine de la culture ne sont pas considérés par l'OCDE/CAD comme contribuant au développement.

En ma qualité de Directeur général d'une institution spécialisée du système des Nations Unies, permettez-moi d'ajouter que la tendance au maintien, sur une génération, d'une croissance nominale quasi nulle pour les budgets des organisations du système entrave sérieusement notre capacité collective de venir en aide aux pays en développement. Cette situation est extrêmement préoccupante pour toutes les organisations du système des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Ce forum représente une double opportunité. Il est l'occasion de plaider pour un accroissement des investissements dans et par l'éducation, la science, la culture et la communication. C'est aussi l'occasion pour vous de nous dire comment l'UNESCO peut remplir sa mission au mieux dans les années à venir, en précisant en particulier quel type d'engagement de la part de l'Organisation est susceptible d'avoir le plus d'impact et dans quels domaines les conseils spécialisés en matière de formulation de politiques et les activités de renforcement des capacités vous seraient le plus profitables.

Nous aimerions savoir, à travers vos débats, comment vous évaluez l'incidence de la crise sur votre pays et en quoi elle modifie la donne compte tenu des enjeux que représentent les objectifs de développement convenus au plan international. Par exemple, vos délibérations sur l'ensemble de notre programme

dans le domaine de l'éducation pourraient être d'une réelle utilité pour appuyer nos efforts et renforcer la position de l'UNESCO vis-à-vis de ses partenaires et interlocuteurs.

Vos contributions seront aussi particulièrement importantes concernant l'action de l'UNESCO dans d'autres domaines clés, notamment la science, la technologie et les politiques d'innovation ; la gestion de l'eau douce et des océans ; les normes éthiques et les transformations sociales ; la promotion de la diversité culturelle et linguistique ; l'édification de sociétés du savoir ; et les situations de post-conflit et de post-catastrophe.

Nous espérons également tirer parti de vos échanges sur les perspectives, les défis et les opportunités liés au rôle que joue l'UNESCO en tant qu'institution spécialisée au sein d'un système des Nations Unies en pleine réforme. Comment pouvons-nous susciter l'adhésion aux réponses nationales dans les domaines essentiels et exploiter le potentiel qu'offre la coopération Sud-Sud et Nord-Sud ?

Je vous invite à débattre de façon très ouverte et interactive, et à faire preuve d'audace dans vos recommandations. Soyez assurés que je suivrai vos débats avec beaucoup d'intérêt. Je vous souhaite donc tout le succès possible et vous remercie de votre attention.